



Conseil économique et social

Distr. générale
3 avril 1998
Français
Original: anglais

Comité du programme et de la coordination

Trente-huitième session

Session d'organisation

8 mai 1998

Session de fond

1er-26 juin 1998 (première partie)

17-28 août 1998 (deuxième partie)

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

Ordre du jour provisoire

1. Élection du bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies
 - a) Rapport annuel du Secrétaire général sur l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies;
 - b) Plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001.
4. Questions relatives au programme
 - a) Exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1996-1997;
 - b) Modifications proposées au plan à moyen terme pour la période 1998-2001;
 - c) Modifications proposées aux Règlement et Règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation;
 - d) Nouveau descriptif pour les chapitres 7A (Affaires économiques et sociales) et 26 (Information) du budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999;
 - e) Évaluation.

5. Questions de coordination
 - a) Rapport du Comité administratif de coordination;
 - b) Rapport intérimaire concernant le plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, 1996-2001;
 - c) Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90.
6. Rapports du Corps commun d'inspection.
7. Ordre du jour provisoire de la trente-neuvième session du Comité.
8. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa trente-huitième session.

Annotations

1. Élection du bureau

À sa trente-septième session, en 1997, le Comité a élu un président, trois vice-présidents et un rapporteur. On se souviendra qu'à sa trente-quatrième session, le Comité avait décidé d'instituer un roulement annuel entre les groupes régionaux pour le poste de président et ceux des autres membres du bureau. À sa trente-cinquième session, le Comité a confirmé cette décision et a adopté le système de roulement ci-après pour le poste de président : a) Groupe des États d'Afrique; b) Groupe des États d'Europe orientale; c) Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes; d) Groupe des États d'Europe occidentale et autres États; et e) Groupe des États d'Asie.

À sa trente-huitième session, le Comité voudra sans doute donc élire son président en choisissant parmi les membres du Groupe des États d'Asie, conformément au système de roulement prévu pour cette fonction, et choisir le Rapporteur parmi les membres du groupe régional auquel appartenait le Président de l'année précédente, à savoir le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

Conformément à l'alinéa e) du paragraphe 2 de la résolution 1979/41 du Conseil économique et social, en date du 10 mai 1979, et au paragraphe 2 de la résolution 34/50 de l'Assemblée générale, en date du 23 novembre 1979, le Comité a soumis pour examen au Conseil et à l'Assemblée l'ordre du jour provisoire de sa trente-huitième session, ainsi que la liste des documents demandés. L'ordre du jour et la liste des documents qui figurent dans le présent document tiennent également compte des décisions prises par le Conseil et par l'Assemblée depuis la dernière session du Comité.

3. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

a) Rapport annuel du Secrétaire général sur l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

Dans sa résolution 45/254 A du 21 décembre 1990, l'Assemblée générale a décidé de continuer d'examiner chaque année, sous ses aspects administratifs, structurels et autres, la question de l'amélioration de l'efficacité de l'Organisation, et a invité le Secrétaire général à lui présenter les rapports nécessaires à cette fin.

À sa trente-quatrième session, en 1994, le Comité a approuvé les mesures tendant à la mise en place au 1er janvier 1995 d'un système transparent et efficace en matière d'obligation redditionnelle et de responsabilisation en recommandant que les futures propositions soient présentées, selon qu'il conviendrait, à l'Assemblée générale par son intermédiaire et celui du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Par ailleurs, il convient de rappeler qu'à la reprise de sa quarante-neuvième session, l'Assemblée générale a décidé (décision 49/489, en date du 20 juillet 1995) de reporter l'examen des documents relatifs à l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'ONU et prié le Secrétaire général de mettre à jour son rapport sur la restructuration du Secrétariat (A/49/336) et de lui rendre compte des mesures qu'il aurait prises pour appliquer les recommandations figurant dans son rapport sur la mise en place d'un système transparent et efficace en matière d'obligation redditionnelle et de responsabili-

sation (A/C.5/49/1). Dans sa décision 50/503, en date du 17 septembre 1996, l'Assemblée générale a décidé de reporter à sa cinquante et unième session l'étude des documents relatifs à l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'ONU.

En l'absence du rapport du Secrétaire général sur les aspects administratifs, structurels et autres de l'amélioration de l'efficacité de l'Organisation, demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/254 du 21 décembre 1990, le Comité a décidé, à sa trente-sixième session en 1996, de reporter à sa trente-septième session la question de l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'ONU.

À sa trente-septième session, en 1997, compte tenu du rapport du Secrétaire général intitulé «Rénover l'Organisation des Nations Unies : un programme de réformes» (A/51/950), le Comité a décidé de reporter à sa trente-huitième session l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'ONU.

Les États Membres étant tenus constamment informés [dans de nombreuses instances, notamment dans le cadre des travaux du Comité du programme et de la coordination] du vaste programme de réformes entreprises, la question a donc été amplement traitée.

En outre, par suite de l'adoption de réformes à la fin de 1997, le Secrétaire général a recentré les programmes de manière à en accroître l'efficacité, procédé à diverses modifications structurelles et administratives et proposé des mesures ambitieuses pour ces domaines. Il en suit actuellement l'application et en tiendra les États Membres informés. Les renseignements ainsi fournis seront plus utiles qu'un rapport ne donnant qu'un aperçu général et non détaillé du programme de réformes.

D'autre part, compte tenu de la proposition du Secrétaire général tendant à limiter la documentation ne contenant sous une autre forme que des informations qui ont déjà été diffusées, le Comité souhaitera peut-être reporter à sa trente-neuvième session l'examen du rapport sur les questions de gestion étant donné que les mesures proposées par le Secrétaire général sont en cours d'exécution.

b) Plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001

Conformément à l'annexe I de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale du 19 décembre 1986, le Secrétaire général doit présenter un plan général du budget-programme de l'exercice biennal suivant contenant les indications ci-après :

- i) Estimation préliminaire des ressources à prévoir pour mener à bien le programme d'activités proposé pendant l'exercice biennal;
- ii) Priorités reflétant les orientations générales, par grands secteurs;
- iii) Croissance réelle, positive ou négative, par rapport au budget précédent;
- iv) Montant du fonds de réserve, exprimé en pourcentage du montant global des ressources.

Conformément à l'annexe de la résolution 41/213, le Comité du programme et de la coordination, en sa qualité d'organe subsidiaire de l'Assemblée générale, doit examiner le plan général du budget-programme et, par l'intermédiaire de la Cinquième Commission, présenter ses conclusions et recommandations à l'Assemblée.

Par sa résolution 42/211, du 21 décembre 1987, l'Assemblée a décidé de fixer au 15 août de l'année où il n'est pas soumis de budget la date à laquelle le plan général du budget-programme devrait être présenté. Le Comité examinera le rapport du Secrétaire général sur le plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 à la reprise de sa trente-huitième session, du 17 au 28 août 1998.

Documentation

Rapport du Secrétaire général (A/53/—)

4. Questions relatives au programme

a) Exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1996-1997

L'article 6.1 du Règlement et des Règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation est rédigé dans les termes suivants :

«Le Secrétaire général contrôle l'exécution des produits prévus dans le budget-programme approuvé par l'intermédiaire d'un groupe central établi au Secrétariat. Après la fin de l'exercice biennal, le Secrétaire général rend compte à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination, de l'exécution du programme pendant ledit exercice.»

À la section IV de sa résolution 51/219 du 18 décembre 1996, l'Assemblée générale a pris acte du rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1994-1995 (A/51/128 et Add.1) et fait siennes les recommandations et conclusions figurant dans les paragraphes 15 à 21 du rapport sur les travaux du Comité du programme et de la coordination à sa trente-sixième session (A/51/16, première partie).

Au paragraphe 50 de l'annexe à sa résolution 51/241 en date du 31 juillet 1997, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général à lui proposer des moyens d'améliorer la présentation matérielle du rapport sur l'exécution des programmes, de façon que le Comité du programme et de la coordination et les grandes commissions de l'Assemblée générale puissent, sans préjudice des dispositions énoncées à la section VI de la résolution 45/248 B, en date du 21 décembre 1990, et réaffirmées dans la résolution 51/221, en date du 18 décembre 1996, considérer dans la perspective du plan à moyen terme les parties du rapport concernant leurs travaux de fond, afin de faciliter l'examen de ce rapport par la Cinquième Commission.

À sa trente-huitième session, le Comité sera saisi d'un rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1996-1997.

Documentation

Rapport du Secrétaire général (A/53/—)

b) Modifications proposées au plan à moyen terme pour la période 1998-2001

L'article 4.11 du Règlement et des Règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation est rédigé dans les termes suivants :

«Le plan à moyen terme est réexaminé selon les besoins tous les deux ans de manière à y incorporer les modifications à apporter aux programmes; les modifications apportées au plan sont examinées par l'Assemblée générale un an avant la présentation du projet de budget-programme prévoyant l'application desdites modifications. Les modifications proposées sont aussi détaillées qu'il est nécessaire pour indiquer les incidences que les résolutions et décisions adoptées par les organes intergouvernementaux ont sur le plan à moyen terme.»

taux ou des conférences internationales depuis l'adoption du plan ont sur les programmes.»

Dans sa résolution 51/219, l'Assemblée générale a souligné qu'il importait que l'établissement des priorités fasse partie intégrante du processus de planification, de programmation et de budgétisation et a prié le Secrétaire général de présenter au Comité du programme et de la coordination, lors de sa trente-huitième session, des recommandations sur l'établissement d'un ordre de priorité, notamment au niveau des sous-programmes, dans le plan à moyen terme pour la période 1998-2001.

Documentation

Rapport du Secrétaire général (A/53/—)

c) Modifications proposées aux Règlement et Règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation

À sa trente-sixième session, le Comité est convenu que si la nouvelle présentation du plan à moyen terme était adoptée, il serait nécessaire, comme l'avait recommandé le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir A/49/958), de modifier le Règlement et les Règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation qui régissent l'élaboration du plan à moyen terme.

Dans sa résolution 51/219, l'Assemblée générale a adopté le projet de plan à moyen terme pour la période 1998-2001, ainsi que les recommandations y relatives du Comité du programme et de la coordination et les conclusions et recommandations supplémentaires figurant en annexe à cette résolution, compte tenu des vues des grandes commissions de l'Assemblée générale, et prié le Secrétaire général de proposer des révisions au Règlement et aux Règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation en tenant compte des opinions exprimées par les États Membres à ce sujet, et de présenter lesdites révisions au Comité à sa trente-huitième session.

Documentation

Rapport du Secrétaire général (A/53/—)

d) Nouveau descriptif pour les chapitres 7A (Affaires économiques et sociales) et 26 (Information) du budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999

Dans la troisième partie de sa résolution 52/220, l'Assemblée générale a noté la création du nouveau Département des affaires économiques et sociales et prié le Secrétaire général d'établir un nouveau descriptif pour le chapitre 7A (Affaires économiques et sociales), qui soit pleinement conforme au plan à moyen terme, compte tenu de l'article 5.2 du Règlement et des Règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, aux fins d'examen par le Comité à sa trente-huitième session. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a prié le Comité d'examiner le nouveau descriptif à sa trente-huitième session et de lui soumettre ses conclusions et recommandations à ce sujet, qu'elle examinerait durant la première partie de sa cinquante-troisième session ordinaire, le 1er octobre 1998 au plus tard.

En outre, dans la même résolution, l'Assemblée générale a pris acte de la transformation du Département de l'information en Bureau de la communication et de l'information et prié

le Secrétaire général de soumettre au Comité à sa trente-huitième session un nouveau descriptif pour le chapitre 26, compte tenu des recommandations formulées par le Comité de l'information relativement aux conclusions et recommandations de l'Équipe spéciale sur la réorientation des activités d'information des Nations Unies.

Documentation

Rapport du Secrétaire général (E/AC.51/1998/6)

e) Évaluation

Conformément à l'article 7.4 du Règlement et des Règles régissant la planification des programmes, les aspects de budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, le Comité sera saisi du rapport du Secrétaire général concernant le renforcement de l'évaluation et une meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale. À cet égard, l'attention du Comité est appelée sur les sections pertinentes des résolutions de l'Assemblée générale ci-après : 36/228 B du 18 décembre 1981, 37/234 du 21 décembre 1982, 38/227 A et B du 20 décembre 1983, 42/215 du 21 décembre 1987, 43/219 du 21 décembre 1988, 44/194 du 21 décembre 1989 et 45/253 du 21 décembre 1990.

À sa trente-sixième session, le Comité a recommandé à l'Assemblée générale que les programmes relatifs à la prévention du crime et à la justice pénale ainsi qu'au contrôle international des drogues fassent l'objet d'évaluations approfondies et que des rapports y relatifs soient présentés au Comité à sa trente-huitième session.

Conformément à l'article 7.4 du Règlement et des Règles régissant la planification des programmes, les aspects de budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, le Comité entreprendra à sa trente-huitième session un examen triennal de l'application des recommandations concernant l'évaluation approfondie des opérations de maintien de la paix : phase de démarrage et du programme relatif à l'environnement.

On se souviendra qu'à sa trente-cinquième session, le Comité avait demandé au Bureau des services de contrôle interne une étude sur les effets de la réorganisation du PNUE, au titre du suivi de l'évaluation approfondie du programme relatif à l'environnement, pour examen à sa trente-septième session.

À sa trente-septième session, le Comité a pris note du rapport et déclaré attendre avec intérêt la pleine mise en oeuvre de ces recommandations, conformément aux décisions du Conseil d'administration du PNUE à sa dix-neuvième session.

Documentation

Rapport du Secrétaire général intitulé «Meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale» (A/53/90)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies sur l'évaluation approfondie du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (E/AC.51/1998/2)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation approfondie du programme en matière de prévention du crime et de justice pénale (E/AC.51/1998/3)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen triennal de l'application des recommandations concernant l'évaluation approfondie des opérations de maintien de la paix : phase de démarrage (E/AC.51/1998/4)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen triennal de l'application des recommandations concernant l'évaluation approfondie du programme relatif à l'environnement (E/AC.51/1998/5)

5. Questions de coordination

a) Rapport du Comité administratif de coordination

Conformément à la résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social, le Comité sera saisi du rapport général annuel du Comité administratif de coordination pour 1997.

Documentation

Rapport général annuel du Comité administratif de coordination pour 1997 (E/1998/—)

b) Rapport intérimaire concernant le plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, 1996-2001

À sa trente-sixième session, le Comité a examiné le rapport du Comité administratif de coordination sur le projet de plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, 1996-2001, et est convenu, compte tenu du fait qu'il était également responsable du suivi de la mise en oeuvre du plan et que la Commission de la condition de la femme et le Conseil économique et social devaient procéder en 1998 à un examen à mi-parcours du plan à sa trente-huitième session.

Documentation

Examen à mi-parcours du plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, 1996-2001 (E/CN.6/1998/3)

c) Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90

À sa trente-septième session, le Comité a examiné les rapports concernant le nouveau plan d'action à l'échelle du système pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et recommandé que, pour faciliter l'instauration d'un lien fonctionnel entre le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et l'Initiative spéciale, cette dernière s'appelle désormais «Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90». À cet égard, le Comité a prié le Secrétaire général de rationaliser et renforcer les mécanismes de coordination du système des Nations Unies aux niveaux national, régional et mondial pour garantir que les responsabilités sont clairement partagées et éviter tout chevauchement des efforts entre services et institutions des Nations Unies participant au suivi, à l'application et au contrôle de l'Initiative spéciale et du nouvel Ordre du jour. Le Comité a recommandé que, pour que les rapports à venir soient plus concrets et complets, les services responsables de la coordination et de l'application des programmes aux niveaux régional et national ainsi que l'Équipe spéciale interorganisations

pour le redressement économique et le développement de l'Afrique soient associés plus étroitement à leur préparation.

Au paragraphe 354 de son rapport sur les travaux de sa trente-septième session¹, le Comité a recommandé que, compte tenu du fait que la coopération et l'intégration régionales étaient deux domaines prioritaires critiques pour le développement de l'Afrique, le Comité directeur du Comité administratif de coordination pour l'Initiative spéciale veille à ce que des programmes d'ensemble soient élaborés dans ces domaines et notamment à ce que des mesures soient prises pour mobiliser les ressources nécessaires à leur application dans le cadre de l'Initiative spéciale. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales en a donc informé les Coprésidents du Comité directeur qui lui ont fait savoir que les mesures nécessaires étaient prises. Le rapport intérimaire sur l'Initiative spéciale comprendra donc en annexe les programmes relatifs à ces deux domaines supplémentaires.

Conformément au paragraphe 359 de son rapport, le Comité sera saisi à sa trente-huitième session d'un rapport intérimaire sur l'Initiative spéciale, telle que rebaptisée, qui devrait rendre compte des mesures prises pour donner effet aux recommandations énoncées aux paragraphes 356 et 357 dudit rapport.

Documentation

Rapport du Secrétaire général (E/AC.51/1998/7)

6. Rapports du Corps commun d'inspection

Chaque année, à sa session d'organisation, le Comité choisit les rapports du Corps commun d'inspection qu'il examinera à sa session ordinaire de l'année, à partir d'une liste que lui communique le secrétariat du Corps commun, comprenant les rapports prévus pour les deux années suivantes.

L'attention du Comité est appelée sur la résolution 42/218 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1987, dans laquelle l'Assemblée générale a prié tous les organismes des Nations Unies d'examiner attentivement les rapports du Corps commun d'inspection qui relèvent de leurs domaines de compétence respectifs et de présenter, selon qu'il convient, leurs observations sur les recommandations qui y figurent. L'attention du Comité est aussi appelée sur la résolution 45/237 de l'Assemblée, en date du 21 décembre 1990.

Dans sa résolution 48/221 du 23 décembre 1993, l'Assemblée a invité le Corps commun d'inspection, dans ses programmes de travail futurs, à privilégier les activités d'inspection et d'évaluation en vue d'assurer l'utilisation optimale des fonds et de renforcer ainsi l'efficacité du fonctionnement administratif et financier des organismes des Nations Unies. Elle a en outre prié le Corps commun d'inclure, le cas échéant, dans ses rapports des informations sur le coût estimatif de l'application des recommandations qui y figurent, ou sur les économies qui pourraient en résulter.

Dans la même résolution, l'Assemblée a engagé le Corps commun à suivre l'application de ses recommandations et à faire régulièrement figurer des informations à ce sujet dans ses rapports annuels. Elle l'a également invité à maintenir des liens étroits avec le Comité du programme et de la coordination, la Commission de la fonction publique internationale, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, le Comité des commissaires aux comptes, le Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes et les organismes et organes des Nations Unies, en vue de renforcer la coordination de leurs activités respectives dans un souci de rentabilité, de façon que la gestion de l'ONU et des autres organisations participantes devienne à la fois plus efficace, plus responsable et plus transparente, et elle a prié les chefs de secrétariat des organisations participantes de redoubler

d'efforts pour présenter en temps utile des observations détaillées sur les rapports du Corps commun d'inspection et de veiller à ce que ces rapports soient examinés par leurs organes directeurs.

En outre, à l'alinéa e) iii) du paragraphe 5 de sa résolution 48/218 B du 29 juillet 1994, par laquelle elle a créé le Bureau des services de contrôle interne, l'Assemblée générale a décidé que le texte de tous les rapports finals du Bureau et des observations du Secrétaire général y ayant trait serait communiqué au Comité des commissaires aux comptes et au Corps commun d'inspection, qui lui présenteraient, le cas échéant, leurs propres observations.

Dans sa résolution 50/233 du 7 juin 1996, l'Assemblée générale a prié le Corps commun d'inspection de continuer à axer ses rapports sur les grandes questions prioritaires et de recenser les problèmes concrets de gestion, d'administration et de programmation au sujet desquels il pourrait formuler, à l'intention de l'Assemblée générale et d'autres organes délibérants des organisations participantes, des recommandations réalistes et pragmatiques portant sur des points précis. Elle a également prié le Corps commun de publier ses rapports bien avant les sessions des organes délibérants des organisations participantes pour que ces derniers puissent les examiner en détail et en tirer parti.

7. Ordre du jour provisoire de la trente-neuvième session du Comité

Conformément au paragraphe 3 de la résolution 1894 (LVII) du Conseil économique et social, en date du 1er août 1974, le Comité sera saisi d'un projet d'ordre du jour provisoire pour sa trente-neuvième session, indiquant, à propos de chaque question, les documents qui seront soumis au titre de cette question et la décision de l'organe délibérant qui a autorisé leur préparation, afin de permettre au Comité d'examiner ces documents du point de vue de la contribution qu'ils apportent à ses travaux, ainsi que de l'urgence et de la pertinence qu'ils présentent eu égard à la situation existante.

Documentation

Note du Secrétariat (E/AC.51/1998/L.—)

8. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa trente-huitième session

Le rapport du Comité sur les travaux de sa trente-huitième session sera présenté au Conseil économique et social à sa session de fond de 1998 et à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session.

Note

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 16 (A/52/16).*

Annexe I

Projet de programme de travail

Session d'organisation pour 1998

Vendredi 8 mai 1998

Élection du bureau [1]

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux [2]

Ordre du jour provisoire et note du Secrétariat sur l'état d'avancement de la documentation pour la session (E/AC.51/1998/1 et E/AC.51/1998/L.1)

Note du Secrétariat : Exposé indicatif des coûts actuels de la documentation et des séances (E/AC.51/1998/L.2)

Rapports du Corps commun d'inspection [6]

Choix du (des) rapport(s) devant être examiné(s) par le Comité à sa trente-huitième session

Trente-huitième session, première partie

Lundi 1er juin et mardi 2 juin
(matin et après-midi)

Questions relatives au programme [4]

e) Évaluation

Rapport du Secrétaire général intitulé «Meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale (A/53/90)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport final du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation approfondie du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (E/AC.51/1998/2)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport final du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation approfondie du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale (E/AC.51/1998/3)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen triennal de l'application des recommandations concernant l'évaluation approfondie des opérations de maintien de la paix : phase de démarrage (E/AC.51/1998/4)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen triennal de l'application des recommandations concernant l'évaluation approfondie du programme relatif à l'environnement (E/AC.51/1998/5)

Introduction et débat général

Mercredi 3 juin
(matin et après-midi)

Rapports du Corps commun d'inspection [6]

Questions de coordination [5]

- a) Rapport du Comité administratif de coordination

Rapport général annuel du Comité administratif de coordination pour 1997 (E/1998/—)

- b) Rapport intérimaire concernant le plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, 1996-2001

Examen à mi-parcours du plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, 1996-2001 (E/CN.6/1998/3)

Lettre adressée au Président du Comité du programme et de la coordination par la Présidente de la Commission de la condition de la femme concernant l'examen à mi-parcours du plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, 1996-2001 (E/AC.51/1998/8)

- c) Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90

Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (E/AC.51/1998/7)

Introduction et débat général

Jeudi 4 juin
(matin et après-midi)

Questions de coordination [5]

- a) Rapport du Comité administratif de coordination

Rapport général annuel du Comité administratif de coordination pour 1997 (E/1998/—)

- b) Rapport intérimaire concernant le plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, 1996-2001

Examen à mi-parcours du plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, 1996-2001 (E/CN.6/1998/3)

Lettre adressée au Président du Comité du programme et de la coordination par la Présidente de la Commission de la condition de la femme concernant l'examen à mi-parcours du plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, 1996-2001 (E/AC.51/1998/8)

- c) Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90

Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (E/AC.51/1998/7)

Poursuite et fin du débat général

Jeudi 4 juin
(après-midi)

Consultations officielles sur :

Rapports du Corps commun d'inspection [6]

Vendredi 5 juin
(matin et après-midi)

Consultations officielles sur :

Questions relatives au programme [4]

e) Évaluation

Rapport du Secrétaire général intitulé «Meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale» (A/53/90)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation approfondie du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (E/AC.51/1998/2)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation approfondie du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale (E/AC.51/1998/3)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen triennal de l'application des recommandations concernant l'évaluation approfondie des opérations de maintien de la paix : phase de démarrage (E/AC.51/1998/4)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen triennal de l'application des recommandations concernant l'évaluation approfondie du programme relatif à l'environnement (E/AC.51/1998/5)

Lundi 8 juin
(matin et après-midi)

Consultations officielles sur :

Questions de coordination [5]

a) Rapport du Comité administratif de coordination

Rapport général annuel du Comité administratif de coordination pour 1997 (E/1998/—)

b) Rapport intérimaire concernant le plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, 1996-2001

Examen à mi-parcours du plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme 1996-2001 (E/CN.6/1998/3)

Lettre adressée au Président du Comité du programme et de la coordination par la Présidente de la Commission de la condition de la femme concernant l'examen à mi-parcours du plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, 1996-2001 (E/AC.51/1998/8)

- c) Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90

Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (E/AC.51/1998/7)

Mardi 9 juin
(matin et après-midi)

Consultations officielles sur :

Questions relatives au Programme [4]

- e) Évaluation

Rapports du Corps commun d'inspection [6]

Questions de coordination [5]

- a) Rapport du Comité administratif de coordination
- b) Rapport intérimaire concernant le plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, 1996-2001
- c) Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90

Mercredi 10 juin
(matin et après-midi)

Questions relatives au programme [4]

- a) Exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1996-1997

Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1996-1997 (A/53/—)

Introduction et débat général

Jeudi 11 juin
(matin et après-midi)

Questions relatives au programme [4]

- c) Modifications proposées au Règlement et Règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation

Rapport du Secrétaire général sur les modifications proposées aux Règlement et Règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation (A/53/—)

- d) Nouveau descriptif pour les chapitres 7A (Affaires économiques et sociales) et 26 (Information) du budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999

Rapport du Secrétaire général sur le nouveau descriptif pour les chapitres 7A (Affaires économiques et sociales) et 26 (Information) du budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999 (E/AC.51/1998/6)

Introduction et débat général

Vendredi 12 juin
(matin et après-midi)

Consultations officieuses sur :

Questions de coordination [5]

- a) Rapport du Comité administratif de coordination
- b) Rapport intérimaire concernant le plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, 1996-2001
- c) Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90

Questions relatives au programme [4]

- a) Exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1996-1997

Lundi 15 juin et mardi 16 juin
(matin et après-midi)

Questions relatives au programme [4]

- b) Modifications proposées au plan à moyen terme pour la période 1998-2001

Rapport du Secrétaire général sur les modifications proposées au plan à moyen terme pour la période 1998-2001 (A/53/—)

Introduction et débat général

Mercredi 17 juin et jeudi 18 juin
(matin et après-midi)

Consultations officieuses sur :

Questions relatives au programme [4]

- a) Exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1996-1997
- c) Modifications proposées au Règlement et Règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation

Rapport du Secrétaire général sur les modifications proposées au Règlement et Règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation (A/53/—)

- d) Nouveau descriptif pour les chapitres 7A (Affaires économiques et sociales) et 26 (Information) du budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999

Rapport du Secrétaire général sur le nouveau descriptif pour les chapitres 7A (Affaires économiques et sociales) et 26 (Information) du budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999 (E/AC.51/1998/6)

Vendredi 19 juin
(matin et après-midi)

Consultations officieuses sur :

Questions relatives au programme [4]

- b) Modifications proposées au plan à moyen terme pour la période 1998-2001

Rapport du Secrétaire général sur les modifications proposées au plan à moyen terme pour la période 1998-2001 (A/53/—)

Lundi 22 juin et mardi 23 juin
(matin et après-midi)

Consultations officieuses sur :

Questions relatives au programme [4]

- b) Modifications proposées au plan à moyen terme pour la période 1998-2001

Mercredi 24 juin
(matin et après-midi)

Consultations officieuses sur :

Toutes questions non réglées

Jeudi 25 juin
(matin et après-midi)

Consultations officieuses sur :

Toutes questions non réglées

Vendredi 26 juin
(matin et après-midi)

**Ordre du jour provisoire de la trente-neuvième session du
Comité [7]**

**Adoption du rapport du Comité sur les travaux de la pre-
mière partie de sa trente-huitième session [8]**

**Trente-huitième session, deuxième partie
[Projet de programme de travail communiqué ultérieurement]**

Annexe II

Composition du Comité du programme et de la coordination en 1998^a

<i>Pays</i>	<i>Mandat expirant le 31 décembre</i>
Allemagne	1999
Argentine	1999
Autriche	1999
Bahamas	2000
Brésil	1999
Cameroun	1999
Chine	1998
Congo	1999
Égypte	1998
États-Unis d'Amérique	2000
Fédération de Russie	2000
France	2000
Indonésie	1999
Iran (République islamique d')	1999
Italie	1999
Japon	1998
Mexique	2000
Nicaragua	1999
Nigéria	1999
Ouganda	2000
Pakistan	1999
Pologne	1999
République de Corée	1998
République démocratique du Congo	1998
Roumanie	1999
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1999
Thaïlande	1999
Togo	1998
Trinité-et-Tobago	1999
Ukraine	1999

^a Un siège devant être occupé par un membre du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États reste à pourvoir.

<i>Pays</i>	<i>Mandat expirant le 31 décembre</i>
Uruguay	1998
Zambie	2000
Zimbabwe	1999
